



*Département
Opinion
Publique*

pour

**Acteurs
publics**

Le Monde

Les Français et l'Université

Novembre 2007



Note méthodologique

Etude réalisée pour : **Acteurs Publics - Le Monde**

Echantillon : Echantillon de **958** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil : Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées.

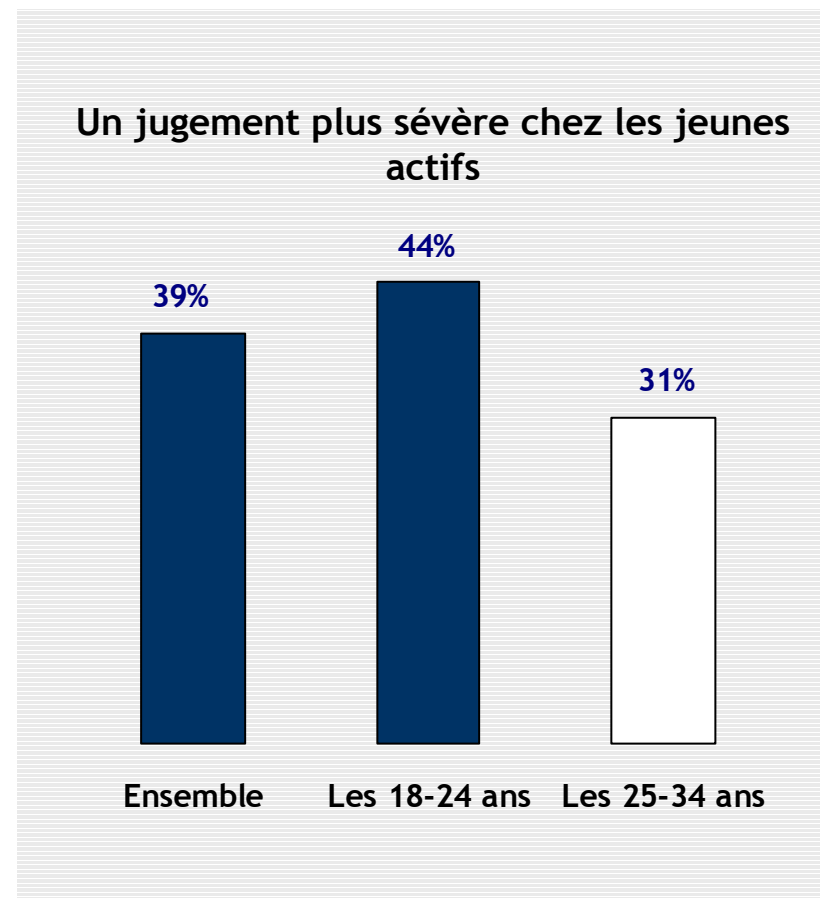
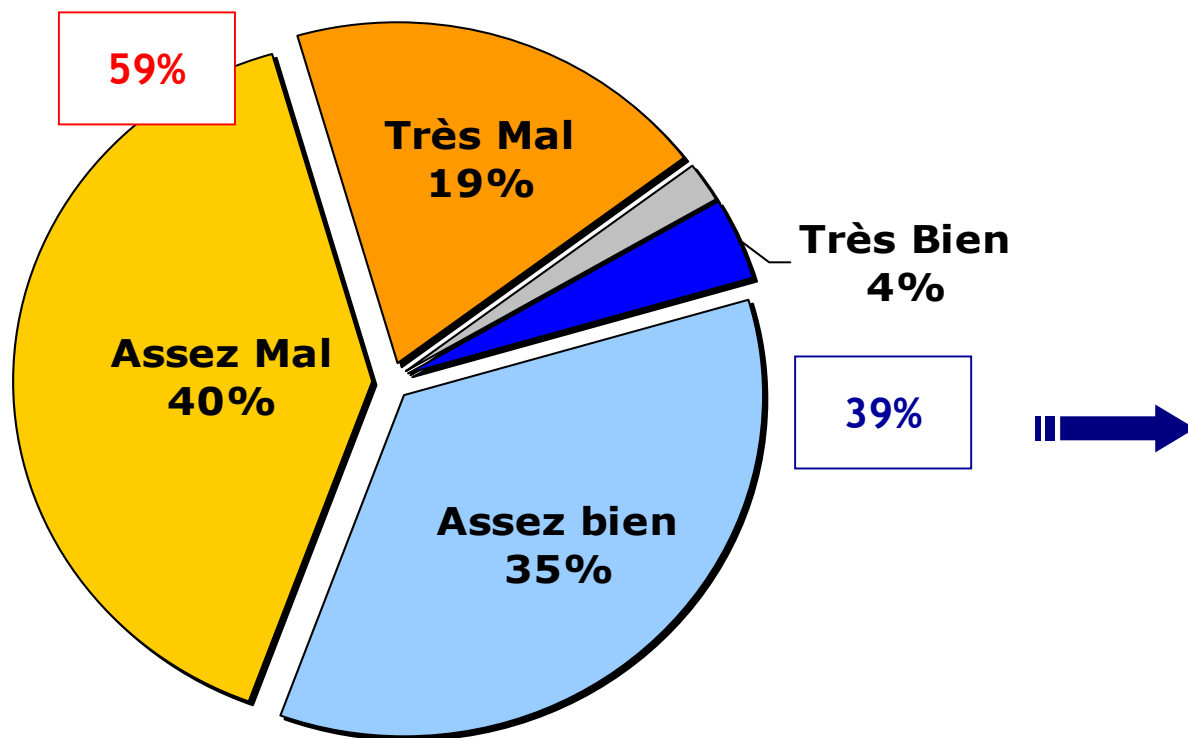
Dates de terrain : Du 8 au 9 Novembre 2007



Les résultats de l'étude

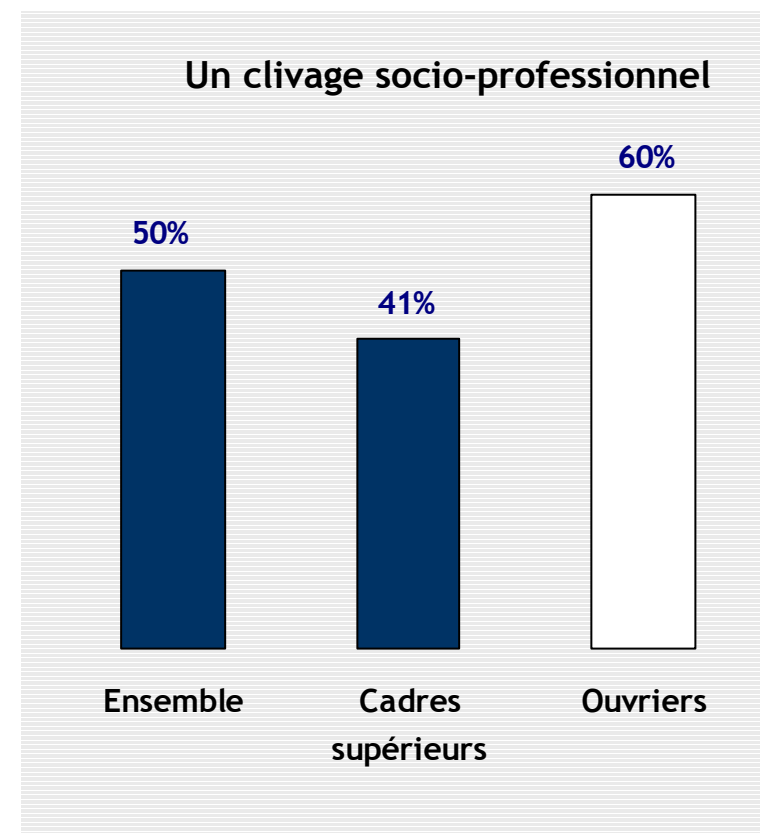
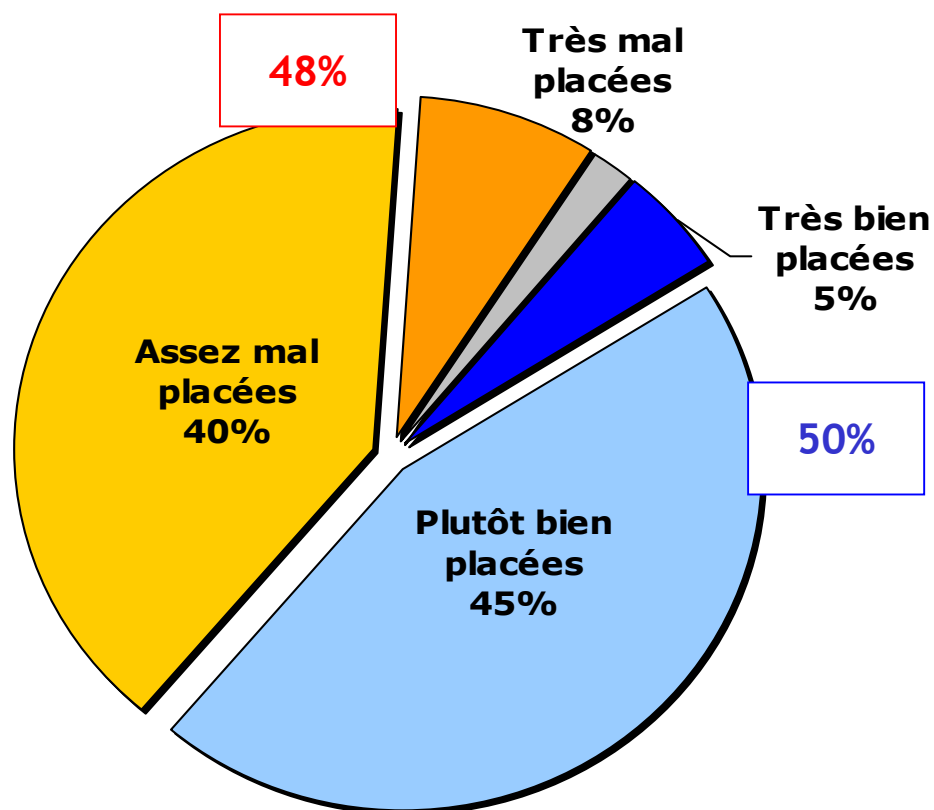
Une majorité de Français qui considère que l'Université ne prépare pas bien à l'entrée dans la vie active, une perception qui varie selon l'âge

Question : Selon vous, l'université prépare-t-elle très bien, assez bien, assez mal ou très mal à entrer dans la vie active ?



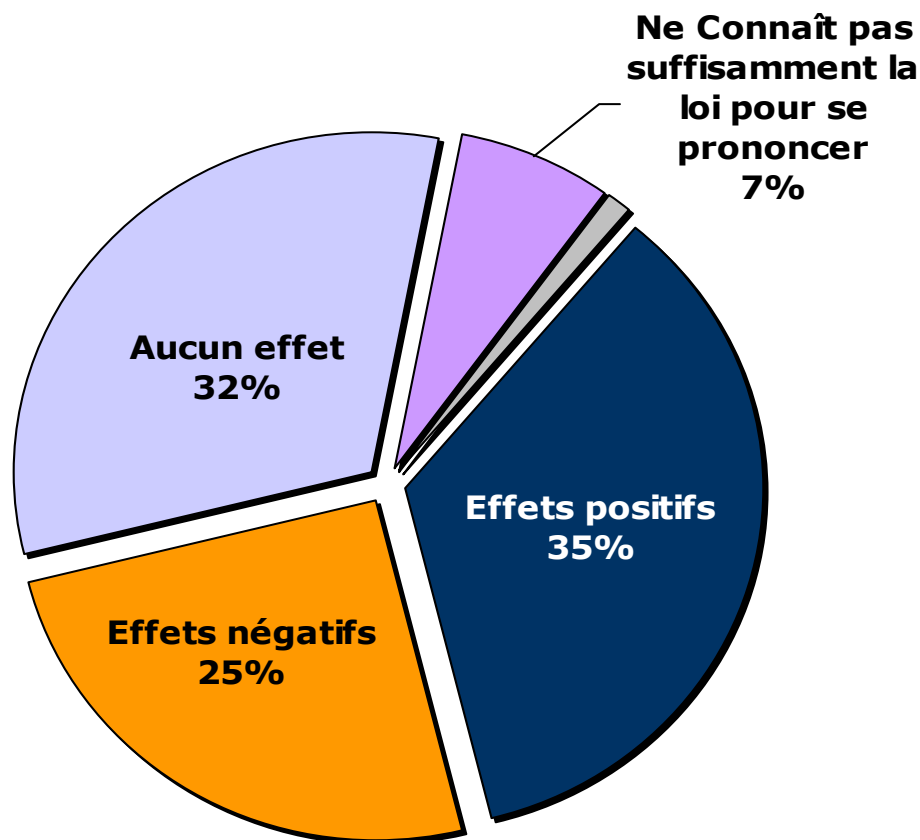
Mais des jugements plus équilibrés à l'égard de la compétitivité des universités françaises

Question : En pensant à la compétition au niveau international, diriez-vous qu'aujourd'hui, les universités françaises sont bien ou mal placées par rapport aux universités des autres pays ?

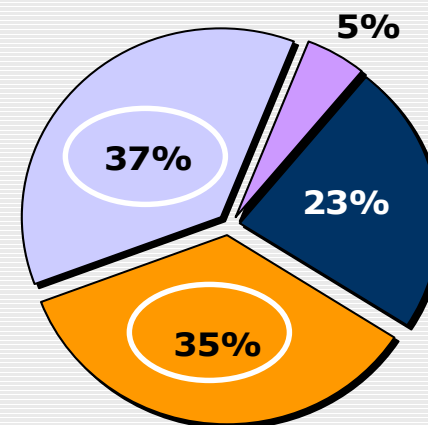


Un ressenti à l'égard de la réforme de l'Université qui divise l'opinion

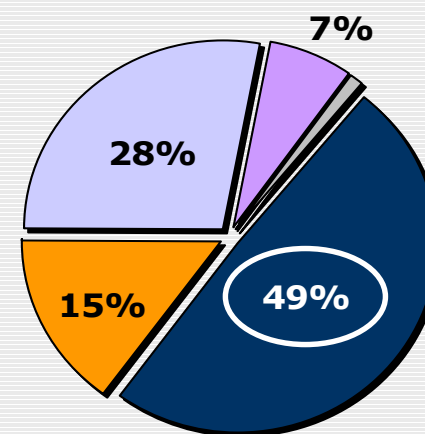
Question : Selon vous, la réforme de l'université votée cet été par le Parlement, à l'initiative du gouvernement, aura-t-elle des effets positifs, négatifs ou aucun effet sur le fonctionnement des universités françaises ?



Sympathisants de gauche



Sympathisants de droite





Les principaux enseignements

Dans le double contexte du vote de la Loi sur l'autonomie des Universités - un des premiers dispositifs législatifs du nouveau quinquennat - et de la mobilisation étudiante naissante contre cette Loi dont la spontanéité et la crédibilité font débat -, le regard de l'Opinion sur l'Université revêt une importance toute particulière. Dans ce cadre, Acteurs Publics et Le Monde ont demandé à l'Ifop d'interroger les Français sur le modèle universitaire hexagonal.

1. L'insertion professionnelle talon d'Achille de l'Université

Invités en premier lieu à apprécier la capacité de l'université à préparer l'entrée dans la vie active, les interviewés expriment une opinion à la fois sans ambages et emblématique de la crise ou du moins des difficultés de l'université : pour 59% des personnes interrogées, celle-ci prépare assez mal ou très mal à entrer dans la vie active. A l'inverse, seuls 39% évaluent positivement la capacité de l'université à insérer. On touche là au cœur de la difficulté d'attractivité du système universitaire par rapport aux grandes écoles, voire face aux filières courtes. A cet égard, une enquête de l'Ifop réalisée en septembre 2006 pour le Ministère de l'Emploi auprès de jeunes âgés de 15 à 30 ans illustre cette tendance : seuls 34% de ces jeunes estimaient en effet que l'université prépare bien à l'emploi contre 69% pour les grandes écoles voire 85% pour les BTS.

Dans le détail, ce jugement révélant l'incapacité de l'université à préparer à la vie active est partagé par toutes les catégories sociodémographiques. Seuls les ouvriers sont presque une majorité (49%) à considérer que l'université insère bien, à la différence des catégories moyennes et supérieures (70% des professions libérales et cadres supérieurs estiment au contraire que l'université prépare mal).

Du point de vue politique, signe du consensus de l'opinion, on observe des différences ténues entre sympathisants de gauche et de droite, les premiers étant presque aussi nombreux que les seconds (57% contre 62%) à évaluer défavorablement la capacité de l'université à préparer les jeunes à la vie active. Seuls les proches de « la gauche de la gauche » se distinguent en considérant majoritairement que l'université prépare bien à l'insertion professionnelle des jeunes.

Enfin, on relève un clivage générationnel spécifique non pas entre moins de 35 ans et personnes plus âgées mais au sein de la catégorie des moins de 35 ans, par définition la plus récemment exposée au modèle universitaire hexagonal. En effet, alors que les personnes âgées de 18 à 24 ans estiment dans une proportion non négligeable, en tout cas supérieure à la moyenne observée, que l'université prépare bien à la vie active (44% de mentions positives), les 25-34 ans expriment au contraire les jugements les plus sévères (prépare bien : 31%). C'est ainsi ce segment de la population que l'on peut qualifier de génération de l'insertion, celle qui éprouve d'ailleurs de fréquentes difficultés à entrer dans la vie active, qui exprime les doutes les plus forts quant à la capacité de l'université à insérer.

2. Une université malgré tout compétitive à l'international

Toutefois, au delà de cette critique sur l'insuffisante connexion entre université et monde professionnel, les personnes interrogées ne condamnent pas pour autant le modèle universitaire français. Mieux, ils ne le considèrent pas comme irrémédiablement en retard par rapport à ses voisins. En effet, une courte majorité de personnes interrogées estiment que dans le cadre de la compétition internationale, les universités françaises sont bien placées (même si seuls 5% les jugent très bien placées), tandis que 48% expriment une position inverse.

Cette perception majoritaire et *a priori* surprenante au regard des discours émanant des sphères médiatique et politique sur le retard universitaire français dissimule néanmoins de nets clivages, au nombre de trois. En premier lieu se dessine une fracture générationnelle marquée par un jugement plus favorable à l'égard de la compétitivité des universités françaises à l'international au sein des catégories d'âge intermédiaire (35-49 ans : 52%) que parmi les plus jeunes, notamment ceux âgés de 25 à 34 ans qui s'étaient précédemment distingués (seuls 41% d'entre eux estiment que les universités françaises sont bien placées).

Se fait ensuite jour un clivage selon la profession des personnes interrogées. Les ouvriers déclarent en effet à une nette majorité (60%) que les universités hexagonales sont bien placées par rapport à leurs concurrentes, à la différence des catégories moyennes et supérieures. Ainsi, une minorité de cadres et de professions libérales (41%) évalue positivement ce positionnement à l'international des universités françaises. On observe enfin des nuances selon la région de résidence, les interviewés franciliens - région comptant la plus grande concentration d'universités - se montrant les plus sévères quant à la compétitivité des universités françaises, à la différence des habitants du Nord et de l'Est (Nord-Pas-de-Calais : 56%, Alsace-Lorraine et Franche Comté : 58%). Relevons enfin qu'en ligne avec la question précédente, les sympathisants d'extrême gauche et du Parti Communiste sont les plus nombreux à considérer favorablement la place des universités françaises à l'échelle internationale.

3. Une loi sur l'autonomie des universités qui ne convainc qu'un Français sur trois

Interrogée sur les effets de la réforme de l'Université votée cet été par le Parlement après avoir été défendue par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, l'opinion se caractérise avant tout par un fort attentisme, signe de ce qu'elle n'est pour le moment probablement pas véritablement constituée sur le sujet ou à tout le moins pas totalement en mesure d'identifier la capacité de ce texte sur l'autonomie des établissements à faire évoluer l'Université. Ainsi, près de 4 interviewés sur 10 ne donnent aucune portée positive ou négative à ce texte ; plus précisément, 32% des interviewés considèrent que la loi n'aura pas d'effet et 7% admettent ne pas la connaître suffisamment pour se prononcer.

Cette position prudente affichée par une part importante des interviewés s'inscrit dans un contexte de relative indifférence vis-à-vis de l'évolution législative du statut des universités. En effet, dans son baromètre mensuel sur les conversations des Français réalisé pour Paris-Match^[1], l'Ifop avait mesuré au mois de juillet, en plein débat sur la loi Pécresse, un taux relativement bas d'intérêt des interviewés pour le sujet : seuls 39% déclaraient en avoir discuté avec leurs proches.

^[1] Enquête réalisée auprès d'un échantillon national représentatif de 1000 personnes les 5 et 6 juillet 2007.

Parmi les Français qui considèrent que cette loi aura des effets, une majorité relative estime qu'ils seront positifs (35%), un Français sur quatre envisageant à l'inverse des effets négatifs. Il y a fort à parier que le contexte de mobilisation étudiante du mois de novembre aura un effet sur la détermination de l'opinion au sujet de cette loi, dans un sens ou dans l'autre.

Dans le détail des réponses, on note un accroissement assez sensible de la perception d'effets positifs avec l'âge : de 23% parmi les moins de 35 ans (sans que l'on puisse mesurer de différences sensibles entre les plus jeunes et les plus âgés dans cette catégorie, schématiquement entre étudiants et jeunes actifs), on passe à 40% au-delà de 35 ans, et même à 45% au sein des 65 ans et plus. C'est d'ailleurs parmi les plus jeunes qu'on s'avère le plus prompt à considérer que la loi n'aura aucun effet (38% chez les 18-24 ans) et parmi les 25-34 ans qu'on trouve le plus de réfractaires à cette réforme (36%). Du point de vue socioprofessionnel, le clivage jusqu'alors observé entre d'une part les catégories moyennes et supérieures et d'autre part les catégories plus populaires continue d'exister, mais se renverse : les professions libérales et cadres supérieurs sont en effet 42% à anticiper des effets positifs de la loi, alors que seuls 32% des employés et 31% des ouvriers portent la même appréciation. Par ailleurs, sur cette loi, comme sur les précédents sujets, la coupure entre la région parisienne et le reste du territoire continue d'être perceptible : 42% des Franciliens considèrent qu'elle aura des effets positifs, contre 35% dans les communes rurales et 34% dans les communes urbaines de province.

Notons enfin, sans réelle surprise, que la loi n'échappe pas à une lecture politique de la part des interviewés. En effet, le soutien s'avère nettement plus important parmi les sympathisants de droite : 49% d'entre eux estiment qu'elle aura des effets positifs (ce taux montant à 54% parmi les proches de l'UMP), alors que 23% seulement des sympathisants de gauche portent un jugement similaire. Parmi ces derniers, 35% envisagent des effets négatifs, et 37% aucun effet.

S'il est déjà politisé, dans un contexte d'action présidentielle et gouvernementale qui pousse spontanément à de forts clivages politiques, l'enjeu de la réforme de l'Université symbolise toutefois la difficulté de l'opinion à se situer sur un sujet qui n'est pas au cœur des préoccupations des Français. Une autre lecture inviterait à considérer que le positionnement des interviewés traduit leur scepticisme sur la capacité de la loi à faire évoluer l'université française.